



## Déclaration liminaire F3SCT de la CGT Éduc'action Mayotte : École, Santé, Sécurité

Nous tenons cette formation spécialisée deux jours seulement après le 28 avril, journée internationale de la santé et de la sécurité au travail. Pour la CGT Éduc'action, cette date n'est pas qu'un symbole sur un calendrier, c'est un rappel de l'obligation de l'employeur public : le travail ne doit plus rendre malade.

Or, comment garantir la santé de nos collègues et l'avenir de nos élèves quand notre institution s'acharne à vouloir transformer l'Éducation nationale en antichambre du Medef ? Nous le réaffirmons haut et fort : l'École n'est pas une entreprise !

Aujourd'hui, nous subissons de plein fouet les conséquences de ce rapprochement toxique entre l'École et le monde économique. Sous couvert d'employabilité et de "modernisation", on dénature nos missions et on met en danger nos jeunes comme nos personnels. Les conséquences de cette idéologie capitaliste sont désastreuses sur le terrain :

C'est l'orientation anxiogène imposée de plus en plus tôt, avec la "découverte des métiers" dès la 5ème, qui rend des enfants de 11 ans individuellement responsables de leur parcours et les prépare au tri social.

C'est le mythe du stage formateur, qui reproduit les inégalités sociales et jette nos élèves dans un monde du travail où ils sont souvent relégués à des tâches répétitives, surexposés aux produits dangereux, voire aux violences sexistes et sexuelles (VSST) face auxquelles ils n'osent pas parler de peur de perdre leur diplôme.

C'est l'intrusion brutale du "New Public Management", qui plaque sur nos établissements les pires méthodes de gestion du privé : obsession de la rentabilité, injonctions paradoxales, management par l'évaluation chiffrée et mise en concurrence des personnels.

L'exemple le plus flagrant de cette dérive, depuis un an, le ministère tente d'imposer un référentiel qui les isole des équipes et les transforme en « petits chefs » chargés de gérer la pénurie. La philosophie reste la même : piloter par les chiffres et le contrôle. Nous refusons ce management toxique qui détruit la santé des personnels. Les directeurs demandent des décharges et de l'aide administrative, pas un statut de manager.

C'est avec cette colère légitime que nous abordons l'ordre du jour.

**Sur le suivi bâtimentaire 1er et 2nd degré.** Le tableau dressé par la DIL et les synthèses du 1er degré sont plus que préoccupants. L'administration semble parer au plus pressé, justifiant des arbitrages budgétaires et des retards par les réparations du cyclone Chido. Mais pour la CGT, ces retards cachent mal le sous-investissement chronique dans notre académie.

Commençons par le 1er degré, où la situation est tout simplement alarmante. Comment peut-on accepter qu'à Bandraboua, nous ayons des écoles qui fonctionnent encore en rotation ? Et que dire de cette réalité honteuse couchée sur vos propres documents : des écoles entières et des élèves qui ont droit à moins de 24 heures, voire à moins de 10 heures de cours par semaine, purement et simplement par manque de locaux ? C'est une

faillite des communes concernées, de l'État et une atteinte directe au droit à l'éducation ! Nous ne reviendrons pas sur les situations de Vahibé ni d'Hamouro afin d'éviter d'envenimer les choses.

Dans le 2nd degré, le constat est tout aussi accablant. On nous demande d'accueillir les élèves, mais regardez l'état de nos infrastructures :

Au collège de Doujani, on fait face à des toitures en métal vétustes qui prennent l'eau, avec des fuites qui impactent directement les réseaux électriques et les courants forts. De l'eau sur des câbles électriques au-dessus de la tête des élèves et des personnels, c'est un danger grave et imminent !

À la cité scolaire de Bandrélé, le nombre de toilettes est officiellement insuffisant pour absorber les effectifs. C'est une atteinte à la dignité et à la santé publique de nos collègues et de nos jeunes.

Au collège de Koungou, non seulement l'établissement est privé de pression d'eau, nous obligeant à bricoler avec des cuves de substitution et des pompes, mais le projet des cuisines satellites est repoussé aux calendes grecques. Pourtant, ce collège frôle les 2000 élèves et n'a aucune création de salle en vue !

Au collège de Dzoumogné, on gère encore la misère avec la construction de salles modulaires suite à un incendie.

Enfin, au Lycée d'Acoua, on nous parle encore d'une station d'épuration à rénover et de problèmes majeurs de sécurité électrique chiffrés à plus d'un million d'euros qu'il va falloir "programmer".

Ces bâtiments, Mesdames et Messieurs, ce ne sont pas juste des murs ou des lignes dans un budget de la DIL. Ce sont nos lieux de travail quotidiens. Prendre soin de la santé et de la sécurité des personnels, ça commence par garantir des locaux dignes, salubres et sécurisés. Et nous en sommes très loin !

**Sur les DGI et le Registre Santé Sécurité au Travail (RSST)** La CGT rappelle que ces registres et les alertes pour Danger Grave et Imminent ne sont pas de simples formalités administratives. Sur le papier, le cadre juridique de la prévention existe, mais dans les faits, certains ne respectent pas leurs obligations. Tant qu'il n'y aura pas de mesures coercitives pour forcer la mise en place de véritables plans de prévention, nos conditions de travail continueront de se dégrader.

**Concernant l'information et la visite F3SCT au collège de Majicavo** Les résultats de l'enquête menée au collège de Majicavo dressent un constat accablant du climat scolaire.

Comment enseigner quand 73 % des personnels observent des insultes régulières et que 70 % signalent du taxage ?

Comment se sentir soutenu quand 100 % des répondants réclament des formations supplémentaires pour gérer ces crises ? Nous nous interrogeons aussi sur le taux de participation dramatiquement bas (5 %) pour les entretiens sur site. Ce silence de la part de 186 agents n'est pas de l'indifférence, c'est sans doute le signe d'une résignation, voire d'une crainte, face à une direction perçue par beaucoup comme inefficace.

**Sur le calendrier des visites de laboratoires et le Groupe de Travail académique SST**

Nos laboratoires sont parfois de véritables poudrières. La CGT exige un plan clair pour le traitement des déchets chimiques qui s'entassent depuis des années. Nous ne pouvons plus accepter que des élèves ou des agents de laboratoire respirent des vapeurs toxiques à cause de sorbonnes non vérifiées ou de filtres obsolètes. Le Groupe de Travail académique ne doit pas être une coquille vide : il doit déboucher sur des financements réels et l'identification de prestataires capables d'évacuer ces dangers de nos établissements.

**Sur le protocole des coupures d'eau** Enfin, la crise de l'eau n'est pas un simple problème d'intendance, c'est une urgence sanitaire absolue. Pas d'eau, c'est pas de nettoyage ; pas de nettoyage, c'est pas d'hygiène. La CGT s'insurge contre ces pratiques qui consistent à fermer les toilettes pendant les heures de cours, forçant nos élèves à se retenir. C'est un facteur reconnu de troubles urinaires, particulièrement chez les jeunes filles. Trouver des solutions alternatives en Groupe de Travail, est vital, mais cela ne doit pas dédouaner l'institution de son devoir de garantir l'accès à l'eau et à la propreté pour tous.

**En conclusion**, la CGT Educ'action Mayotte refuse le bricolage permanent. Nos conditions de travail, la santé des personnels et l'avenir de nos élèves exigent un investissement massif et immédiat, loin des discours culpabilisateurs.

Je vous remercie.

Bruno DEZILE élu F3SCT pour la CGT Educ'action Mayotte